Bulletin œcuménique

AVRIL 1981 NUMERO 3 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

ROUGE ET VERT

Vert qui parcourt les saisons,
Vert de la renaissance, promesse de vie, porte de la paix.
Vert sombre de la tenue de corvée,
Vert des hommes de la domination,
Vert du sang et de la terreur, vert de la mort.

"Vous trois, sortez !"
L'ordre claque dans le silence de la nuit,
Réveille Tim en sursaut; il court dehors.
Cris de terreur de la femme, aboiements des armes ;
Cris et aboiement; cris et aboiement.
Silence.
"Laisse la flaque rouge pour la photo de demain matin."

Pendant plusieurs jours d'affilée
Ils l'avaient suivi
Sans jamais l'épingler
Allez leur demander pourquoi !
Pourquoi ce soir ? Pourquoi tuer Tim ?
Pourquoi ce pauvre bougre sans arme ?
Pourquoi ce cadavre à l'abandon jusqu'au matin ?

Compagnie de brigands, qui vous a faits libres
De jeter l'effroi, de massacrer ?
Qui vous donne la permission ? Qui vous assure l'impunité ?
Avons-nous encore le droit de penser, naïfs que nous sommes ?

Terre infortunée,
Pourquoi te laisses-tu ronger par ces chancres verts ?
Pouvons-nous condamner ces pauvres brutes
Si demain éclate la révolte du peuple ?

Ré-sur-rec-tion ?
Au-delà de la mort
Un nouveau ciel,
Une nouvelle terre.

Dieu a bâti son propre royaume
Avec la vie de Jésus
Et sa mort !
Les deux sont notre partage.

Monseigneur Fernando CAPALLA
Evêque de Illigan (Philippine)

Poême sur la mort de Timotéo Alarde,
un de ses proches (Tiré d'Asian Action)

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITE No 2

Après le succès de la première édition à Montreux en 1978, les groupes tiers monde suisses mettent sur pied une nouvelle manifestation nationale de solidarité avec les peuples luttant pour leur libération. Face à la vague actuelle de conservatisme, dont l'arrivée au pouvoir de Reagan n'est qu'un des aspects, il importe que se mobilisent tous ceux qui sont en faveur du partage des richesses, de la sauvegarde des ressources du monde et d'un style de vie alternatif. On espère que plus de 2'000 militants de base et responsables se rassembleront

AU KURSAAL DE BERNE LE WEEK-END des 29-30 et 31 MAI 1981

DEVELOPPEMENT = LIBERATION

Le symposium ne sera pas une conférence officielle limitée à l'expression verbale. Les participants auront moult possibilités de manifester le sens de notre lutte pour un développement qui aboutisse à une société plus humaine, dans laquelle la participation, l'autogestion, l'auto-détermination du niveau de vie prendront le pas sur la dépendance, l'exploitation, et l'oppression :

- *CHAQUE GROUPE POURRA SE PRESENTER PAR UN STAND ET/OU UNE "FOIRE AUX PROPOSITIONS"*
- *SIMULTANEMENT DANS PLUSIEURS SALLES, DES FILMS SERONT PROJETES, DES PIECES DE THEATRE REPRESENTEES, DES JEUX ANIMES*
- *LES DEBATS EN GROUPE ET EN PLENIERE DEBOUCHERONT SUR UNE RESOLUTION QUI APPELLE LA POPULATION ET LES MILIEUX DOMINANTS DE NOTRE PAYS A UNE PRISE DE CONSCIENCE ET A UNE MUTATION RADICALE*
- *UNE GRANDE MANIFESTATION DE RUE ILLUSTRERA POUR LE PUBLIC NON-PARTICIPANT LE SERIEUX DE NOTRE ENGAGEMENT*
- *LE SAMEDI SOIR, UNE GRANDE FETE DE LA SOLIDARITE DONNERA A CHACUN L'OCCASION DE SE DETENDRE, DE DANSER, D'ECOUTER DES ORCHESTRES VENUS D'OUTRE-MER, D'ENTENDRE DES PERSONNALITES MARQUANTES DE PAYS EN LUTTE POUR LEUR LIBERATION.*

Les préparatifs du Symposium II vont bon train, mais la manifestation ne peut réussir sans la participation active de la base de nos mouvements. Aussi, appelons-nous les militants à se joindre aux quatre groupes de travail qui se sont constitués sous les titres :

- POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA SUISSE OFFICIELLE ET OFFENSIVE FINANCIERE
- DES PLACES DE TRAVAIL - À QUEL PRIX ?

Adresse de contact pour ces 2 groupes: COORDINATION ROMANDE DU SYMPOSIUM
C.P. 97 - 1000 LAUSANNE 9 - *tél.* 021 22'32'19

- SOLIDARITE - AVEC 4 EXEMPLES A L'APPUI : NICARAGUA, EL SALVADOR, BOLIVIE, AFRIQUE DU SUD

Adresse de contact : Nicolas SIEGENTHALER, *Rüschli* 24 - 2502 BIENNE
Tél. 032 22'74'83

- RACISME - non seulement là-bas, mais chez nous, dans nos attitudes, nos manuels scolaires, nos moyens d'informations, notre politique.

Adresse de contact : André FOL - C.P. 99 - 1211 GENEVE - *tél.* 022 29'58'50

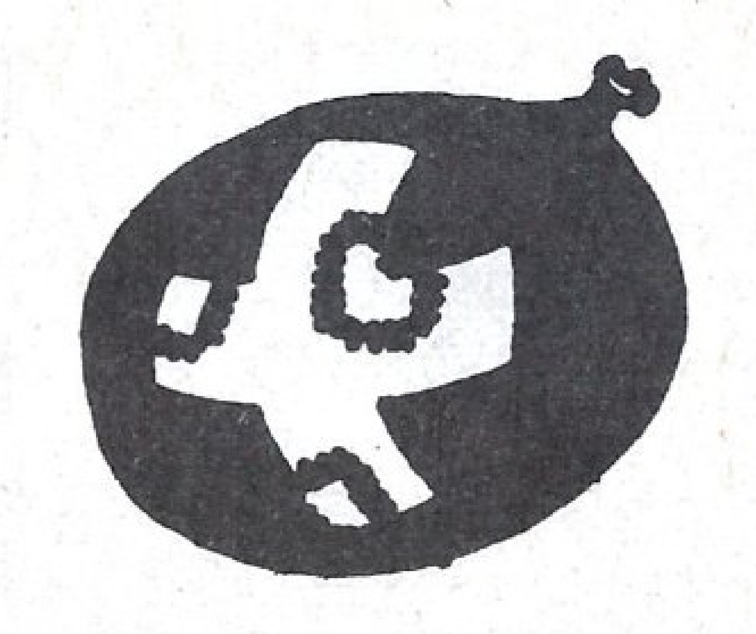
A BIENTOT : TOUS AU SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITE A BERNE !

Au nom du comité de préparation :

Théo BUSS

N.B. TOUS LES DONS POUR L'ORGANISATION DU SYMPOSIUM SONT LES BIENVENUS AU CCP 10-19 380 - LAUSANNE - SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITE





EN PRISON POUR LA PAIX

Maurice DEMIERRE	:	3 mois de prison...
MOTIF	:	objection de conscience
CAUSE	:	il croit à la paix et veut lutter par un autre chemin que celui de l'intimidation par les armes
CONCLUSION	:	Maurice a été jugé par un tribunal militaire et condamné à la prison

✱ Maurice n'est pas le seul...

Récemment, T.G., Bullois de 21 ans, objecta pour des raisons similaires,

CONSEQUENCE : 6 mois de prison

EFFECTIVEMENT, SI L'ON FAIT CE PETIT CALCUL :

DEPUIS 1970	:	ENV. 3'000 OBJECTEURS CONDAMNÉS
PEINE MOYENNE	:	X 4 MOIS ENV.
TOTAL	:	12'000 MOIS DE PRISON

AUTREMENT DIT : DEPUIS 1970, 1'000 ANS DE TRAVAIL POUR LA PAIX ANEANTIS DANS DES CACHOTS !

✱ Une solution? Oui!

LA CREATION D'UN AUTHENTIQUE SERVICE CIVIL PERMETTRAIT AUX OBJECTEURS DE CONSACRER ACTIVEMENT LEUR ENERGIE A LA CONSTRUCTION DE LA PAIX, EN ACCOMPLISSANT UN SERVICE D'UNE DUREE D'UNE FOIS ET DEMI LE TEMPS DE L'ACTUEL SERVICE MILITAIRE.

Comité d'initiative pour un Authentique Service Civil - FRERES SANS FRONTIERES

Groupe FRIBOURG



INTERROGATIONS-EXPRES

OBJECTEURS AUX U.S.A.

Fred LOGANBILL est volontaire mennonite et travaille comme directeur-adjoint à la NISBCO (National Interreligious Service Board for Conscientious Objectors), à Washington.

- *Après la guerre du Vietnam, les Etats-Unis ont supprimé la conscription obligatoire. Il n'y a donc pas d'objecteurs de conscience aux USA ?*
- Le fait qu'il n'y ait pas de guerre ouverte entre les Etats-Unis et un pays étranger ne signifie pas pour autant que certains Américains et Américaines ne s'opposent pas fondamentalement à la guerre. Dans ce sens, il y a beaucoup d'objecteurs de conscience aux USA.
- *Comment manifestent-ils concrètement leur objection ?*
- En s'engageant par exemple dans des mouvements pour les objecteurs comme le NISBCO (voir ci-dessus) ou le CCCO (Central Commitee for Conscientions Objectors). Nous diffusons d'autre part une circulaire qui encourage à l'objection et nous appelons les jeunes à nous retourner un coupon qui peut servir de preuve du sérieux de leur engagement si la conscription devenait un jour obligatoire. Actuellement le 1/10 des réponses nous provient de jeunes femmes.
- *La conscription obligatoire risque-t-elle de s'instaurer aux Etats-Unis ?*
- Comme les tensions augmentent dans le monde, les chances d'un retour à la conscription aux USA augmentent. Si les Etats-Unis s'engageaient dans une guerre, il est à peu près sûr que la conscription serait rétablie immédiatement. Après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le président Carter, dans un message à l'Union, a demandé les moyens financiers pour procéder à l'enregistrement (registration) de tous les jeunes âgés de 18 ans afin de faciliter une éventuelle levée du contingent.
  Il a voulu par ce biais démontrer à l'URSS la résolution des Américains à se montrer forts et d'autre part, il préparait l'opinion américaine à l'instauration de la conscription obligatoire (draft). Il est soutenu par les tenants d'une armée plus forte qui savent que l'armée américaine est de plus en plus le refuge de chômeurs non qualifiés. Le quotient intellectuel moyen des soldats est, par exemple, en très nette régression. Une force du contingent permettrait de redresser cette situation et serait également un instrument pédagogique pour une jeunesse considérée sans volonté ni discipline.
- *Quelles ont été les réactions à cette opération d'enregistrement ?*
- Sur le plan légal, une plainte est déposée à la cour suprême parce que l'égalité des sexes n'est pas respectée, puisque seuls les jeunes gens sont appelés à s'inscrire. D'autre part, un vaste mouvement populaire s'est manifesté par la création de comités locaux contre l'enregistrement et la conscription notamment dans les universités. Des actions de protestations ont eu lieu : marches, conférences, campagnes d'information, etc. Les jeunes gens sont encouragés à refuser simplement de s'inscrire ou de s'inscrire comme objecteurs de conscience. Des vigiles ont eu lieu devant les bureaux de poste où ont lieu les inscriptions afin de diffuser le maximum d'information. Les moyens répressifs mis en place menacent ceux qui ne s'inscriraient pas, d'une peine de prison allant jusqu'à 5 ans et d'une amende pouvant atteindre 10'000 $. Ceux qui encourageraient les citoyens de 18 ans à désobéir à cette loi encourent les mêmes peines.
- *Quel est l'impact de cette situation sur le nombre des objecteurs de conscience aux Etats-Unis ?*
- Durant les deux dernières années de la guerre du Vietnam, on estimait que 50 % des appelés faisaient acte d'objection (dont 20 % étaient reconnus), parce que de moins en moins de jeunes pouvaient s'identifier à la cause que notre gouvernement défendait dans le Sud-Est asiatique.
  Actuellement, le nombre d'objecteurs de conscience est certainement en augmentation. D'une part, en réaction à la volonté affirmée de Reagan de recréer une Amérique de poigne et d'autre part, parce que beaucoup de partisans de la guerre juste, qui se recrutaient notamment dans les milieux catholiques, ne peuvent admettre comme juste, une guerre nucléaire et refusent ainsi leur collaboration à l'armée, ce sont les "nuclear pacifists".

Propos recueillis par Jean-Luc TISSOT, à Washington

Dialogue - Dialogue - Dialogue

Suite à la lettre de M. R. BRANDT publiée dans INTERROGATION no 1 - 1981, nous recevons différentes réactions de lecteurs :

☐ - "*Votre lettre du 8 janvier dernier, adressée aux rédacteurs d'INTERROGATION au sujet de l'Association interconfessionnelle pour des études d'éthique économique, est plutôt attristante: "(...) inacceptable de la part d'un bulletin qui se veut d'inspiration et de vocation chrétienne" - confusion totale, indigne de gens co-responsables de l'opinion publique - prise de position primaire et négative... quelle aggressivité ! Ce langage est malheureusement tout-à-fait dans la ligne de certains représentants de la grande entreprise (par ex. Nestlé) qui, à la moindre critique qui leur est adressée au nom de normes éthiques élémentaires, prennent feu et taxent leurs auteurs d'"irresponsables", de "gauchistes" et, voulant discréditer les membres de l'Eglise qui partagent ces critiques ou ces interrogations, leur reprochent leur "naïveté".*
Je pourrais vous relancer la balle en vous disant que le ton de votre lettre n'est pas digne d'un président - l'êtes-vous vraiment ? - de la commission financière du Département missionnaire romand !
Votre couplet dans lequel vous justifiez le capitalisme est à côté de la question. Mais entendez-vous par là qu'un bulletin tel qu'INTERROGATION ne serait d'inspiration et de vocation chrétienne qu'en adoptant l'idéologie capitaliste ?
Si vous critiquez si vertement "INTERROGATION", c'est que vous manquez ou de lucidité, ou d'information, ou encore que vous êtes directement intéressé par la nature de la-dite Association. Vous devriez savoir que celle-ci a été lancée par des dirigeants de Nestlé et qu'elle a pour but d'apporter à l'Eglise une "contre-information" à l'excellente information, compétente, remarquablement orientée de mouvements ou groupements tels que "La Déclaration de Berne","INTERROGATION", et même "Pain pour le prochain", etc. , information de premier ordre, qui, de ce fait même, est gênante.
Les "gens d'Eglise" qui se sont laissés embarquer dans cette Association sont en train de se poser la question de la quitter, ce qui serait tout à leur honneur.
Quant à l'expression :"remettre l'Eglise au milieu du village", je ne l'ai jamais entendue utiliser que par des personnes qui voulaient à tous prix maintenir le statu quo. Il y aurait là une intéressante étude à faire d'ordre sémantique et psychologique qui en ferait ressortir les connotations sociologiques.
Pour ma part, je ne suis pas de cette "Eglise au milieu du village"; c'est l'éthique de l'Evangile qu'il faut remettre au coeur du village et au centre de l'économie. Quant à l'Eglise réelle, au sens large, elle serait aussi hors du village, dans l'industrie par exemple et sur les routes du monde où la foule des pauvres, des exploités et des opprimés pâtissent entre autre de l'action tentaculaire du sur-capitalisme des multinationales".

Alain PERROT - pasteur - GENEVE

****

☐ - *"Dans votre numéro de janvier, vous avez publié une lettre de M. Robert BRAND, qui vous faisait part de sa réaction à propos de la page 3 de votre numéro de novembre 1980, intitulée "HALTE AU GAUCHISME DANS L'EGLISE", et cela en faisant état, entre autres, de sa qualité de membre de la Commission financière du Département Missionnaire.*

Nous tenons à préciser que cette lettre reflète l'opinion personnelle de M. BRANDT et qu'elle n'engage donc pas le Département Missionnaire".

Département Missionnaire - Au nom du Conseil : Arnold BRICOD, vice-président

****

☐ - "*Comme je trouve inacceptable ce cri d'alarme "Halte au gauchisme dans l'Eglise", mais pourquoi ne serait-il pas publié dans "INTERROGATION", puisqu'il nous pose précisément une question à vous comme à moi. C'est peut-être l'amorce du dialogue que vous souhaitez dans le bon sens et la charité ! Nous sommes malheureusement prisonniers de cette dialectique : capitalistes d'un côté et communistes de l'autre. Chaque camp décrivant l'autre comme l'ennemi mortel, sa propre négation. Dès qu'un homme présente des idées ou un comportement qui remettent en question l'ordre établi, il est immédiatement et automatiquement suspecté de faire partie de l'autre camp. A côté de ces deux extrêmes antagonistes, n'y aurait-il pas une position alternative, une conception chrétienne de l'organisation et du développement de la société.*
Vous croyez, Monsieur, être dans le juste. Votre bonne conscience est votre garant, mais de grâce, ne vous appropriez pas l'Eglise pour la mettre au milieu du village et acceptez que d'autres hommes, au nom du Christ, pensent différemment de vous. Dieu fera Lui-même éclater la vérité !"

Jean-Pierre WENGER - membre du GVOM

Dialogue - Dialogue - Dialogue

■ *"Votre bulletin, que me passe un ami, est pour moi une source précieuse d'encouragement et d'enthousiasme dans le modeste travail de sensibilisation aux problèmes du tiers monde que j'essaie de mener !*

Dirais-je à certains lecteurs culpabilisés que vivre ici "autrement", c'est-à-dire refuser certains luxes ou donner de son temps, ou parler inlassablement des opprimés, sont des façons de témoigner et de "vivre avec les déshérités, les frères du Christ".

Qu'en pensez-vous ? I.B. Nivelles, BELGIQUE

flash - flash - flash



Trop d'enfants anormaux en Sicile

La pollution d'industries chimiques est peut-être à l'origine de la multiplication de naissances d'enfants anormaux à Augusta, petite ville industrielle au nord de Syracuse, en Sicile.

Sur 600 bébés nés l'an dernier, 13 présentaient des déformations et sept n'ont pas survécu. La semaine dernière, trois bébés sont nés avec des malformations des organes génitaux.

La multiplication de ces cas a alarmé les autorités sanitaires. Augusta se trouve au centre d'une forte concentration d'industries chimiques dont les rejets dans l'atmosphère provoquent des effets constatés depuis longtemps : la moyenne de bronchites, affections des voies respiratoires et tumeurs y est plus forte que partout ailleurs en Italie, et en septembre 1979, 50 tonnes de poissons morts ont été retirés de la rade, à proximité du collecteur municipal.

Le Ministère de la santé a décidé samedi d'ouvrir une enquête sur la pollution des industries chimiques. — (afp) 24.2.81

Argentine

● M. ADOLFO PEREZ ESQUIVEL, prix Nobel de la paix 1980, a déclaré le 16 mars à Buenos-Aires que l'Argentine connaît à nouveau une « *escalade de la répression* » Le prix Nobel a cité les récentes arrestations de six personnalités participant à des organisations de défense des droits de l'homme et de plusieurs dizaines de « mères de la place de Mai ». Toutes ont été libérées « *On réprime les gens qui travaillent pour la sauvegarde des droits de l'homme, mais on ne fait rien pour enquêter sur les disparitions* », a dit M. Perez Esquivel. — (A.F.P.) 18.3.81

Au moment de mettre sous presse, nous recevons un document intitulé "Philip Agee, l'ancien agent de la CIA parle". En voici quelques extraits :

"J'ai réuni une documentation montrant des exemples de la falsification des documents par la CIA, pensant aussi, vu l'intensité de la campagne diplomatique, qu'il fallait faire très vite. (...) J'ai environ dix exemples provenant de ma propre expérience, où j'ai moi-même pendant mes années à la CIA falsifié des documents. Certains des documents qui apparaissent aujourd'hui concernant le Salvador sont pratiquement des copies conformes des documents que j'ai moi-même falsifiés. Je vais aussi parler de l'American Institute of Free Labor Development, responsable de l'aide technique au Salvador, concernant la réforme agraire, et qui fournit le gros de l'aide à la junte salvadorienne. Le AIFLD est, depuis sa création en 1961, un front pour la CIA. On voit le lien entre l'agence d'espionnage et la "réforme agraire" et c'est l'essentiel dans ce cas précis, car nous pouvons constater la création d'un nouveau Vietnam, dans la mesure où il s'agit de procéder comme jadis au Vietnam à la "pacification rurale". (...) Je vais finalement parler des programmes ou accords existant entre la CIA et les forces locales de sécurité en Amérique latine, qui doivent également exister avec le Salvador, et comment ces accords et programmes sont liés aux équipes d'assassins qui fonctionnent au Guatémala, au Salvador, au Honduras, traditions de la scène latino-américaine depuis les années cinquante." Actualité J3M - no 1 mars 81

Frères sans frontières et le PC-7

Le groupe "Frères sans frontières" de Fribourg a organisé, en collaboration à d'autres mouvements romands, une récolte de signatures, afin de demander au chef du Département fédéral des affaires étrangères, Monsieur Pierre Aubert, d'user de son influence au Conseil fédéral pour empêcher la poursuite des tractations entre la firme suisse Pilatus de Stans et la junte bolivienne en vue de la livraison de 24 avions Pilatus PC Trainer. Ces avions, qui servent prétendument à l'entraînement, seront utilisés par les militaires boliviens pour intimider la population en volant en rase-motte et en tirant à la mitrailleuse.

Ces avions sont en effet équipés à Herstal, en Belgique, de dispositifs qui permettent de fixer des fusées, des bombes et des mitrailleuses. Ce qui permet à la Suisse de vendre du matériel de guerre et de lutte anti-guérilla en contournant ainsi la loi suisse.

Une demande a été faite à Messieurs Laurent Butty, président du Conseil national, et Félicien Morel, conseiller national et membre de la commission militaire afin d'appuyer cette requête.

A ce jour, 350 signatures ont été récoltées, et nous attendons pour ces prochains jours une réponse claire de la part de nos autorités. L'action, quant à elle, continue et le groupe FSF espère recevoir encore de nombreuses signatures.

Frères sans frontières

TVB-Hebdo No 99, vendredi 6 mars 1981

REPONSE DU DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES :

En ce qui concerne l'avion Pilatus Turbo Trainer (PC7) auquel vous faites allusion, nous vous signalons qu'il n'est pas considéré, aux termes de l'ordonnance du 10 janvier 1973, comme matériel de guerre. En effet, il n'est équipé d'aucune arme, mais seulement d'instruments destinés à l'entraînement de pilotes.

Dans ces conditions, une interdiction d'exportation de cet avion n'est pas possible sans contrevenir à la liberté du commerce et de l'industrie ancrée dans notre constitution.

Nous vous assurons que de fréquents contrôles sont effectués auprès des industries concernées, afin d'éviter toute infraction à la loi sur le matériel de guerre.

4.3.1981 Signé : Direction politique p.o. Salvi

Sous les fourches caudines du FMI*.. et sous les ailes du Pilatus

Pour obtenir à tout prix les crédits qui lui permettraient tout juste de survivre, la dictature a passé sous les fourches caudines du FMI : suppression des subventions étatiques aux produits de première nécessité, au combustible et à l'énergie électrique. Ces mesures économiques ont été annoncées le 9 janvier 1981 et furent suivies de graves troubles sociaux dont, curieusement, personne n'a parlé dans la presse. Voici quelques exemples d'augmentations de prix intervenues :

farine	: 70%	transport urbain	: 70%
pain	: 100%	transport interurbain	: 17%
viande de boeuf et huile comestible	: 14%	transport ferroviaire et aérien	: 40%
lait	: 30%	essence	: 140-200%
café	: 50-70%	kérosène (pétrole surtout pour cuisiner)	: 400%

Pendant le même temps, les salaires des généraux ont augmenté de 167% et ceux des policiers de 100%. Mais les revenus des autres salariés, loin d'être augmentés, sont encore soumis à une ponction supplémentaire : alors que la sécurité sociale était calculée sur le salaire de base, elle sera à l'avenir déduite du salaire total (y compris allocation de vie chère). De sorte qu'on assiste à une augmentation du coût de la vie de 150% environ...

Comme nous l'écrivions dans La Tribune-Dimanche du 11 janvier 1981, même le FMI a froncé les sourcils devant l'intention de García Meza d'acheter 24 avions Pilatus PC-7 Turbo, dont on sait qu'ils servent, dans le Tiers-Monde, avant tout à la répression des populations civiles et non à l'entraînement (il est établi que la fabrique d'armements belge de Herstal fixe sous les ailes

* FMI : Fonds monétaire international

(suite page 8)

des Pilatus PC-7 des dispositifs d'amarrage d'armes; pour les preuves, voir la série d'articles dans "Tout Va Bien" et l'émission "Tell quel" du 20 février dernier). Même le DMF le reconnaît maintenant, quand il affirme que ce Pilatus n'est pas un avion de guerre, "en tout cas pas en Europe" (Arthur Moll, chef des troupes d'aviation, le 26.1.81). L'hebdomadaire "Newsweek" du 2 février 81 commente : "Le programme d'austérité qui frappe le peuple était très clairement un geste destiné à apaiser le FMI. En décembre 80, le FMI avait gelé le versement d'un emprunt de $ 84 millions à La Paz, parce que la junte n'avait pas prouvé sa capacité de réduire les dépenses. Les financiers de García Meza auraient officieusement demandé au FMI d'ouvrir un crédit de $ 500 millions sur 3 ans. Une équipe du FMI avait mené une enquête économique en Bolivie en décembre, et revint défavorablement impressionnée par l'administration de García Meza. Son verdict inofficiel : mettez en oeuvre un programme d'austérité ou passez-vous des fonds du FMI." Suite naturelle de l'application des mesures dictées le 9 janvier 81, la Banque Mondiale accorde au gouvernement militaire bolivien un crédit non remboursable de près de $ 500 millions, destiné au "projet de soutien au programme national de stabilisation économique". Actualités i3M - 19.3.81

i3m à Lausanne

Lausanne, 19 (ATS). – Le Service d'information tiers monde (I 3 M) opte pour la décentralisation: il a ouvert jeudi à Lausanne un bureau régional qui se donne pour objectif d'améliorer la qualité des prestations «d'I 3 M» en Suisse romande. Une brève réception a marqué l'inauguration de cette «antenne» romande. Deux collaborateurs romands «d'I 3 M» ont également présenté à cette occasion le premier numéro d'une nouvelle publication, «Actualités I 3 M», qui paraîtra en français 5 à 6 fois par année. Ce périodique, destiné en priorité à la presse romande, vient s'ajouter aux documentations de presse, et aux dossiers que le service d'information tiers monde publie régulièrement en français et en allemand.

Depuis sa création en 1972 a Berne, «I 3 M» fonctionne sur le plan suisse dans ces deux langues. Outre ses publications, qui traitent de problèmes liés au tiers monde et au développement, «I 3 M» dispose d'une importante documentation qui est à la disposition du public et de la presse.

CH-1007 Lausanne, chemin des Epinettes 10

L'EVEQUE TUTU, HOTE DU CONSEIL DE LA FEDERATION DES EGLISES SUISSES

Le Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse a accueilli le 5 mars, à Berne, l'évêque Desmond TUTU, secrétaire général du Conseil des Eglises de l'Afrique du Sud. On se souvient que l'évêque TUTU avait été invité en Suisse le printemps dernier, mais qu'il n'avait pu entreprendre le voyage, son passeport lui ayant été retiré. Il ressort de l'entretien, qui a porté sur la situation des Eglises en Afrique du Sud et sur la mission de bons offices des Eglises réformées suisses, que la vie demeure très difficile pour la communauté noire et que les Eglises de couleur comptent toujours sur le dialogue et sur les méthodes pacifiques de changement. L'évêque TUTU a invité les Eglises suisses, dans leur mission de bons offices, à faire preuve de fermeté à l'endroit de leurs Soeurs d'Afrique du Sud qui tardent à renoncer à l'apartheid. "Mettez-les en face de leurs responsabilités, a poursuivi l'évêque TUTU, car il y va de la crédibilité de votre mission". (SPP)

Brésil

Dramatique sécheresse dans le Nordeste

L'archevêque de Fortaleza justifie le pillage d'entrepôts par les paysans affamés

Rio-de-Janeiro (*A.F.P.*). – Malgré les pluies qui s'abattent depuis jeudi sur le Nord-Est, apportant quelque soulagement aux populations de cette région touchée à nouveau cette année par une implacable sécheresse, la situation reste grave. Des milliers de paysans affamés ont mis à sac des entrepôts et magasins d'alimentation dans diverses localités, notamment dans les Etats du Ceara et de La Paraiba, les plus touchés (*le Monde* du 14 mars)

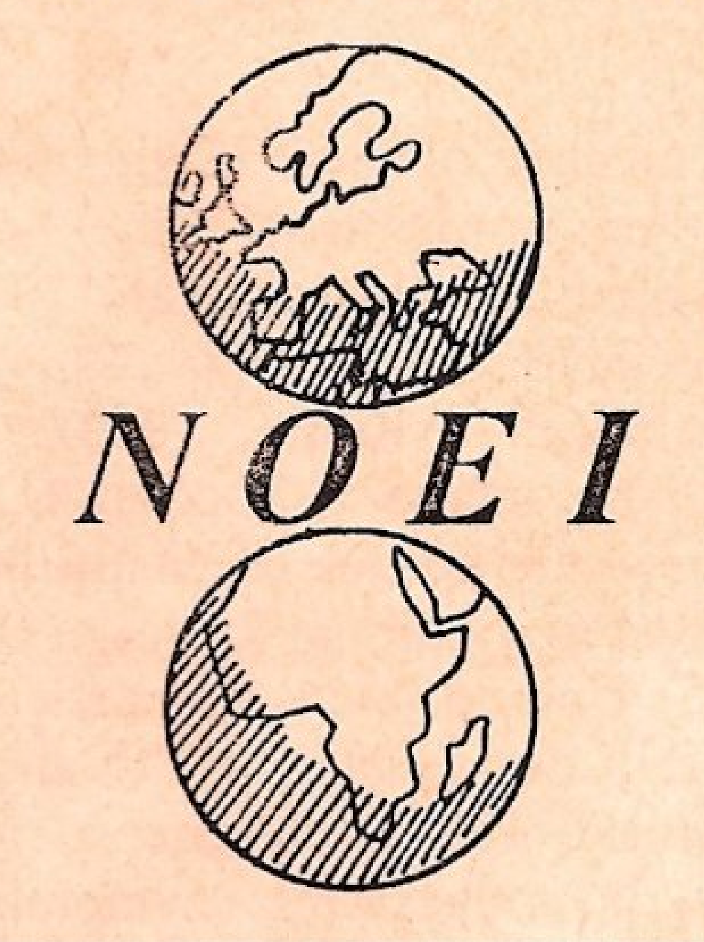
Le ministre de l'intérieur, M. Mario Andreazza, estime que la situation créée par la sécheresse « *est favorable à l'établissement d'un climat de subversion* ». *Il affirme que des « agitateurs »* incitent les paysans à piller les magasins. Le ministre n'a toutefois apporté aucune preuve.

En revanche, le cardinal-archevêque de Fortaleza, Mgr Aloysio Lorscheider, l'un des chefs de file de l'épiscopat progressiste, juge que l'appropriation d'aliments par des hommes menacés de mourir de faim est un « *droit légitime* » et que le respect de la propriété privée a des limites. Fortement critiqué dans les milieux pro-gouvernementaux pour avoir fait cette déclaration, Dom Aloysio a reçu l'appui formel du président de la Conférence nationale des évêques brésiliens, Dom Ivo Lorscheiter.

Le nouveau cycle de sécheresse, qui a provoqué en deux ans des pertes estimées à près d'un milliard de dollars dans l'agriculture du Nord-Est, a créé une situation, qualifiée officiellement de « calamité », dont les conséquences sociales et politiques sont imprévisibles. La Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) accuse le gouvernement d'imprévoyance. Selon elle, les autorités n'ont eu jusqu'à présent recours qu'à des palliatifs. En revanche, affirme la CONTAG, on constate que les effets désastreux de la sécheresse sont imputables à la poursuite d'une politique agricole « antisociale » qui consiste à encourager les gros propriétaires à transformer en pâturages les terres humides qui sont le refuge naturel du travailleur rural en période de sécheresse. D'une manière générale, dans les milieux syndicaux, on dénonce la grande propriété foncière improductive ou sous-exploitée comme l'une des principales causes de la misère sociale dans cette région peuplée de trente millions d'habitants.

Le gouvernement a fait établir des chantiers populaires pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure. Mais le nombre des paysans condamnés au chômage par la sécheresse s'élèverait à huit cent mille selon les sources officielles et à deux millions selon d'autres sources. Monde 16.3.81

Philippe Farine



vers un Nouvel ordre
le NOEI 7 ans après

L'Assemblée générale des Nations-Unies a dû renvoyer au printemps prochain les « négociations globales » qui doivent constituer une relance du dialogue Nord-Sud. Partout, experts et organismes internationaux lancent des cris d'alarme. Le Nouvel ordre économique international, dont on espérait il y a sept ans qu'il allait réunir l'humanité dans une tâche commune, n'a-t-il été qu'un rêve ou un mythe... ou bien peut-il devenir une réalité ? Et si oui, à quel prix ?

10 avril 1974 : le Président Boumedienne est à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, il parle au nom de l'ensemble des *non-alignés* qui, réunis à Alger, du 5 au 10 septembre 1973, ont demandé la convocation de cette VI[e] session extraordinaire sur le thème : « *Matière première et développement* ».
Oh ! Certes, ce n'est pas la première fois que l'on débat à l'ONU du développement ! Le Président Kennedy n'avait-il pas déjà proposé, le 25 septembre 1961, que l'Assemblée générale proclame les années 60 « *décennie des Nations Unies pour le développement* » ? Ce qui fut fait en décembre, à la fin de la session ordinaire, sous la pression des pays du Tiers monde, dont le poids commençait à se faire sentir dans l'Assemblée générale.
C'est pendant cette décennie que fut créée la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Développement), réunie pour la première fois en session plénière à Genève, en 1964, puis en 1968 à New Delhi. Sous l'impulsion de son secrétaire général, l'économiste argentin Raul Prebisch, c'est en son sein que se déroulent les premiers débats Nord-Sud sur le commerce international. Elle demande l'abaissement des barrières douanières pour faciliter l'accès des marchés du Nord aux produits primaires en provenance du Sud. Elle lance l'idée d'accords sur les matières premières pour en stabiliser les prix, et enrayer - déjà ! - la dégradation des termes de l'échange... Et — déjà ! — les pays développés prennent l'engagement de transférer 0,7 % de leur PNB vers les pays en voie de développement (PVD) au titre de l'« aide » !... Et — déjà ! — Raul Prebisch évoque l'idée d'une stratégie internationale du développement.

origine et contenu du NOEI

C'est à l'occasion des sessions de la CNUCED que se constitue le « groupe des 77 ». Ainsi nommé parce qu'il rassemble les 77 pays en voie de développement qui siègent à la première CNUCED. Ils sont aujourd'hui 130 mais le groupe a conservé son nom. Ils seront toujours, quel que soit leur nombre, les « 77 » !

A la fin de la décennie, peu de résultats. Une commission de « sages » est constituée sous la présidence de M. Lester Pearson, ancien Premier ministre du Canada. Son volumineux rapport, intitulé « *Vers une action commune pour le développement du Tiers monde* » inspirera les propositions pour la deuxième décennie du développement. Il met l'accent sur une meilleure planification de l'aide, sur le renforcement de son caractère multilatéral, et surtout sur l'augmentation de son volume. Une fois encore sont négligées les causes structurelles et politiques du sous-développement.

Ce sont ces causes qui vont, au contraire, être mises en valeur par le sommet d'Alger (5-10 septembre 1973). Jusqu'alors, ce sont surtout les pays développés qui avaient parlé du développement et avaient défini la stratégie qu'il convenait de mettre en œuvre. A Alger, le Tiers monde prend la parole :
« *Il s'agit d'édifier,* proclame la déclaration finale, *une indépendance authentique en éliminant les monopoles étrangers et en prenant en mains (nos) richesses nationales et leur exploitation au bénéfice des peuples. Il s'agit, pour les peuples du Tiers monde, de sauvegarder leur personnalité propre, de récupérer et d'enrichir leur patrimoine culturel, de promouvoir dans tous les domaines leur authenticité, gravement aliénée par les colonialistes. Il s'agit enfin d'affirmer leur indépendance dans l'exercice effectif de la souveraineté nationale contre toute hégémonie.* »

mettre fin à «l'échange inégal»

Sur ces bases, les pays du Tiers monde entendent mettre fin à « l'échange inégal », autrement dit entendent obtenir la mise en œuvre d'un Nouvel ordre économique international. Et c'est pour en débattre qu'en leur nom, le président algérien demande la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies.
La demande est formulée en septembre 1973. La session se réunit en avril 1974. Dans l'intervalle, la *Guerre du Kippour,* l'embargo pétrolier et la « grande peur » de nos sociétés industrielles et automobilistes. Entre le choc pétrolier et la tenue de l'assemblée extraordinaire, il y a une relation étroite. Si les pays développés acceptent de débattre avec les pays du Tiers monde des problèmes des « *matières premières et du développement* », thème de la session, c'est bien parce que se pose pour eux le problème du pétrole ! Les pays de l'OPEP ayant fait sentir leur nouvelle puissance, voici que les pays industriels doivent se résoudre à entendre l'appel au débat lancé à Alger.

C'est parce qu'il y a eu changement dans le rapport de forces que le premier dialogue Nord-Sud s'est ouvert. C'est une leçon qu'il conviendrait aujourd'hui de ne pas oublier.

des exigences réalistes

Dans ce débat, les pays du Tiers monde ne formulent pas d'exigences irréalistes. Ils ne cherchent pas à détruire l'économie mondiale. Ils auraient pu prêcher la révolte des pauvres contre les nantis. Ils ne le font pas. Prenant acte de « l'interdépendance » qui unit les différentes nations du monde, ils demandent un partage plus équitable des ressources et des pouvoirs.

C'est ce que dit le Président Boumedienne, en leur nom, ce 10 avril 1974. « *Pour les pays développés, il s'agit de savoir s'ils ont pris conscience de ce que leur avenir ne saurait être dissocié de celui des peuples du Tiers monde. Si c'est cela, il leur revient d'assumer les responsabilités qu'implique pour eux une telle prise de conscience. En particulier, détenant actuellement les leviers de la puissance économique, ils doivent accepter comme une exigence du maintien de la paix et comme un tribut au progrès que les pays en voie de développement récupèrent et assument la part qui leur revient dans l'animation et la direction des activités économiques mondiales. En d'autres termes, ils doivent accepter les conditions de l'émancipation économique des peuples du Tiers monde et admettre les transformations que cette émancipation comporte pour l'ordre économique actuellement établi dans le monde.* »

ensemble de principes et définition d'objectifs

Ces quelques phrases restituent fort bien l'esprit dans lequel l'ensemble du Tiers monde (dont Boumedienne était le porte-parole), uni autour de ce « programme commun » que constituait la Déclaration d'Alger, abordait le débat sur le Nouvel ordre économique international. Elles resituent bien aussi les objectifs qu'il se proposait (et se propose toujours !) d'atteindre. Il convient de s'en souvenir si l'on veut aujourd'hui mesurer le chemin parcouru en direction de ces objectifs. Et celui qui reste à parcourir.

Après des débats difficiles, la VIe session extraordinaire adoptait par voie de « consensus », le 1er mai 1974, une déclaration concernant l'instauration d'un *Nouvel ordre économique international* (NOEI), accompagné d'un programme d'action. Elle devait être complétée, en décembre 1974, par la *Charte des droits et devoirs économiques des Etats* et, à l'issue de la VIIe session extraordinaire, en septembre 1975, d'un document intitulé « *Développement et coopération économique internationale* ».

Tous ces textes font en quelque sorte de la mise en œuvre d'un NOEI l'objectif commun de la communauté des nations. Ils vont devenir texte de référence, texte d'appui, sur lesquels les délégations des pays du Tiers monde fondent leur argumentation tout au long des conférences internationales qui vont se succéder : conférence mondiale de l'alimentation (Rome, 1974), de la population (Bucarest, 1974), du développement industriel (Lima, 1975), du droit de la mer (Caracas, Genève, New York, 1974-1980), de l'environnement (Stockholm, 1974), de l'habitat (Vancouver, 1976), de la désertification (Nairobi, 1976), de la réforme agraire (Rome, 1979), etc. Il en a été de même à l'occasion des débats menés dans toutes les institutions spécialisées des Nations Unies (OIT, FAO, OMS, Unesco, etc.), et particulièrement au sein de la CNUCED (Nairobi, 1976 - Manille, 1979), ou encore à la Conférence de coopération économique internationale dite « Conférence Nord-Sud » (Paris, 1976-1977).

Tout à la fois ensemble de principes et définition d'objectifs, beaucoup plus que catalogue de mesures à prendre, le Nouvel ordre a constitué pour le Tiers monde une sorte de mythe moteur, d'idée-force, de thème mobilisateur autour duquel il a jusqu'ici maintenu son unité, le plaçant au cœur de cette négociation-affrontement quasi permanente, véritable trame des relations pays en voie de développement - pays développés.

mythe ou réalité ?

Mais sept ans auront bientôt passé depuis le 1er mai 1974. Les « inégalités » ne sont pas « corrigées ». Les « injustices » ne sont pas « rectifiées ». Le fossé entre pays riches et pays pauvres, loin d'être « éliminé », s'approfondit. Le développement économique et social promis par la déclaration du 1er mai 1974 « *aux générations présentes et futures* », loin d'aller « *en s'accélérant* », ralentit son rythme et n'atteint pas les objectifs fixés. Chaque année, la FAO lance un cri d'alarme devant l'insuffisance alimentaire et les famines et, chaque année, la Banque Mondiale dénonce la présence sur notre planète de 800 millions d'êtres humains, vivant en état de « pauvreté absolue ».

La Commission Brandt , dressant un bilan sans complaisance du dialogue Nord-Sud et des politiques de développement, et proposant un certain nombre de mesures à court, moyen et long terme, affirme que nous sommes arrivés à un point où ce qui est en cause, « c'est la paix et la survie de l'humanité ».

Alors, sept ans pour rien ? Faut-il renoncer aux objectifs du NOEI ? Faut-il précisément n'y voir qu'un mythe. Ou, pire encore, selon l'expression de Raymond Aron (1), qu'« *un slogan dépourvu de sens précis* » ? Ou encore, selon une autre formule : « *une expression diplomatique transformée en mot d'ordre de propagande et qui attend une définition* » ?

La critique est injuste. Elle refuse de prendre en compte tout l'effort d'élaboration et de précision qui a été poursuivi tout au long de ces années difficiles et dont la source politique se trouve dans les propositions du sommet d'Alger si remarquablement synthétisés dans le discours du Président Boumedienne, le 10 avril 1974.

Déjà, en 1975, au moment où Raymond Aron, du haut de sa chaire, laissait tomber sa condamnation, il n'était pas vrai de dire que le NOEI attendait sa définition. Déjà, l'expression avait un contenu objectif : celui qui lui avait été donné par la Déclaration du 1er mai 1974. Est-ce parce que les principes alors affirmés bousculaient par trop l'ordre traditionnel (celui de la domination et de

---

(1) *Actuel Développement, juillet-août* 1975.

l'exploitation) qu'ils étaient tenus pour de simples slogans ? Depuis, le contenu a été enrichi, tant au niveau des principes que des objectifs.

une contribution imparfaite mais réelle...

Et c'est bien déjà l'un des acquis de ces sept années que l'émergence progressive d'un certain nombre d'idées se clarifiant peu à peu. De concepts d'abord flous, prenant peu à peu formes et contours. De propositions nouvelles, d'abord bien incertaines, devenant de plus en plus précises pour aboutir à des projets de traités et de conventions. Ainsi en est-il dans des domaines aussi difficiles que le droit de la mer ou l'organisation du marché des matières premières, que la lutte contre la désertification ou le développement des cultures vivrières. Ainsi, des notions, hier ignorées, puis contestées, sont-elles aujourd'hui entrées dans le domaine commun. Telles le droit d'un Etat à la récupération de ses richesses naturelles, le droit à l'autodétermination, la notion de « patrimoine commun » de l'humanité, etc. Et ceci est positif : un autre droit international, un autre « droit des gens », un « droit des peuples » essaient de naître, sont en train de naître. Et c'est autour de cette notion centrale du Nouvel ordre que s'organise tout ce mouvement.
Mais, certes, il est une critique à formuler sept ans après. Entre l'affirmation des principes, la définition des objectifs et la mise en œuvre des moyens destinés à incarner ces principes et à atteindre ces objectifs s'est formé un hiatus. Combler celui-ci, c'est la tâche d'aujourd'hui. Ce n'est qu'à ce prix que le NOEI deviendra réalité : c'est là une tâche éminemment politique.

... à des progrès ponctuels

Mais si hiatus il y a, il y a eu aussi des progrès réalisés. Ce serait une erreur que de les oublier : les « préférences généralisées » qui ont ouvert aux produits du Tiers monde l'accès du marché des pays développés ; la Convention de Lomé, accord « régional » de coopération économique conclu entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays dits « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique) (2) ; le Fonds international de développement agricole (FIDA) né de la conférence mondiale de l'alimentation, en 1974, et qui, mieux utilisé, pourrait être un bon instrument au service du développement de la production agricole dans le Tiers monde.

Notons surtout la création du Fonds commun de stabilisation des matières premières, le 27 juin 1980, après quatre ans d'âpres négociations. La répartition des voix, au sein du Fonds, se fera ainsi : 47 % pour le « groupe des 77 » (le Tiers monde), 42 % pour les « Occidentaux » (Australie, Nouvelle-Zélande et... Japon compris !), 8 % pour les pays de l'Est et 3 % pour la Chine. Pour la première fois dans une institution financière internationale, les « pays riches » ne possèdent plus à eux seuls la majorité absolue, mais ils disposent d'une minorité de blocage, toute décision importante requérant les deux tiers des suffrages... (3)

Enfin, il faut souligner l'avancée vers une conclusion positive des travaux de la (longue) conférence sur le droit de la mer qui avait à traiter des problèmes posés par l'exploitation des océans ou de cette question... tout à fait neuve : *« à qui appartient ce qui n'appartient à personne ? »* C'était la loi du plus fort ou une organisation communautaire. En donnant forme à la notion de *« patrimoine commun de l'humanité »*, en préparant la mise en place d'une autorité commune de gestion, la conférence ouvre des voies nouvelles.

Mais, mis à part peut-être le droit de la mer, on doit constater - avec la Commission Brandt - quelques progrès ponctuels, sans que s'ébauche véritablement la mise en place des nouvelles structures économiques indispensables. Cependant, bien des conséquences pourraient être tirées à terme des principes formulés et des propsitions adoptées. Telle, par exemple, la notion - peut-être un jour la pratique - de l'« internationalisation » comme il existe au plan national des nationalisations.

au delà de l'économique

Des progrès ponctuels, dont l'addition ne suffit pas à constituer une ébauche du Nouvel ordre, ni une étape, mais aussi - et ce n'est pas un paradoxe - un élargissement du champ de mise en œuvre du Nouvel ordre. Hier, on croyait (ou l'on feignait de croire) qu'il s'agissait purement et simplement d'un Nouvel ordre économique. Bien vite (immédiatement), on s'est aperçu qu'il s'agissait aussi d'un nouvel ordre monétaire. Aujourd'hui, ce sont les institutions mêmes qui sont les piliers de l'ordre actuel : Fonds monétaire international, Banque Mondiale, que les pays du Tiers monde entendent transformer en n'acceptant plus qu'elles soient la propriété des pays riches, et singulièrement des Etats-Unis.

De plus en plus également, tout au long de ces années, s'est imposée l'idée qu'il ne suffisait pas de lutter contre l'inégalité entre Etats, mais également contre l'inégalité à l'intérieur de chaque société nationale, le changement des rapports sociaux devenant lui-même un élément du changement des rapports économiques : le Nouvel ordre économique suppose, appelle et requiert un Nouvel ordre « social ». Plus encore, il n'y aura pas de Nouvel ordre, soulignait récemment Léopold Sedar Senghor, si la dimension culturelle n'était pas prise en compte dans le dialogue Nord-Sud. Madhi Elmandjira, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, co-auteur du dernier rapport du Club de Rome (4) va plus loin encore : « *Le problème est d'abord celui de l'arrogance. L'arrogance du Nord, on la sent d'abord sous forme d'un égocentrisme culturel qui empêche presque toute communication. Le Sud est censé faire presque tous les efforts pour comprendre la langue, l'histoire, la mentalité, la géographie, l'écologie du Nord. Le Nord, de son côté, ne fait aucun pas en avant pour essayer de comprendre, de connaître l'autre, de découvrir l'autre pour pouvoir communiquer avec lui.* » (5)

---

(2) *Depuis l'adhésion du Zimbabwe, les pays ACP sont au nombre de soixante.*

(3) *Le Fonds n'entrera en vigueur que lorsque 90 Etats, représentant au moins les deux tiers des contributions directes (470 millions de dollars) l'auront ratifié et que la moitié des contributions volontaires (280 millions de dollars) sera disponible. De plus, il convient de se souvenir que le Fonds repose sur des accords de produits et que si beaucoup sont en cours de négociation, seuls les accords sur le caoutchouc et le cacao ont été conclus (ils ne sont pas encore ratifiés).*

l'économisme mène à l'échec

Nouvel ordre économique, monétaire, social, culturel... politique aussi, bien entendu. Car, en définitive, ce qui est en question, c'est bien le problème du pouvoir. Ce n'est pas seulement d'une redistribution des richesses qu'il s'agit lorsqu'on débat du Nouvel ordre, mais bien d'une redistribution des pouvoirs. Pouvoir d'informer : tout le débat autour du « nouvel ordre de l'information » et des tentatives pour battre en brêche la position dominante des grandes agences du Nord. Pouvoir monétaire : toutes les tentatives pour « démocratiser » FMI et Banque Mondiale. Pouvoir économique : ici, c'est l'effort sans le moindre succès pour parvenir à un contrôle quelconque des sociétés transnationales, ou même pour parvenir à ce que l'on appelle en langage diplomatique un « code de conduite »... Dans chacun des domaines, et dans quelques autres, on peut multiplier les exemples. Ils vont tous dans le même sens.

Ce n'est plus d'un Nouvel ordre simplement économique qu'il s'agit. A s'enfermer dans l'économisme, on est certain de l'échec.

C'est l'ensemble des relations entre le Nord et le Sud qui est en cause. Senghor disait de Bandoeng (6) que c'était l'événement le plus important dans l'histoire du monde depuis la Renaissance. Il avait raison. On commence seulement à s'en apercevoir. Et la Renaissance, ce fut le commencement d'une autre ère historique, avec des changements, au sens strict, « révolutionnaires ». Cela, dans tous les domaines, économiques, sociaux, culturels, politiques, touchant tout autant la manière de vivre que les rapports entre sociétés politiques, le développement économique, que les modes de pensée. C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

Il n'y aura Nouvel ordre économique que s'il n'est pas seulement économique ! Ce qui est en gestation, c'est un « Nouvel ordre » du monde, avec toutes ses dimensions économiques, sociales, culturelles, politiques... Une longue marche !

adaptation à un système ou remise en cause radicale ?

Une « longue marche » ? Une, deux... trois décennies ? Mais la faim presse ! La « pauvreté absolue » n'attend pas ! C'est maintenant, tout de suite, qu'il faut agir. Tant pis pour les transformations à long terme si elles empêchent de concentrer les efforts sur la nécessaire action immédiate.

C'est là un langage que l'on entend souvent. Il faut l'entendre. Il n'est pas possible d'accepter la notion de « génération sacrifiée ». Mais il n'est pas possible non plus de négliger les transformations structurelles sans lesquelles le combat contre la faim et la pauvreté est condamné à l'échec. Cela, tous ceux qui militent dans des associations et mouvements de solidarité et luttent contre la faim et pour le développement le savent bien. Tout se tient.

Peut-être cette double exigence, l'urgence et le long terme, n'a-t-elle pas été suffisamment perçue jusqu'ici dans les débats internationaux. L'une faisant négliger l'autre. Et réciproquement.

La Commission Brandt vient là-dessus de donner un bon exemple en présentant conjointement un programme à long terme conduisant jusqu'à l'an 2000 (vingt ans, c'est peu !) et un programme d'urgence à réaliser sur les cinq années à venir. Ce qui est important, c'est que ces deux programmes, dans l'esprit de leurs auteurs, constituent un ensemble. On peut critiquer telles ou telles propositions, regretter leur caractère insuffisamment novateur, mais la méthode est juste, qui tout à la fois distingue et lie l'urgence et le long terme.

A trois conditions : que le « programme de survie » (7) ne soit pas dans les faits considéré comme un alibi pour ne rien toucher à « l'ordre » existant ! Qu'il soit mis en œuvre dans les délais proposés et que, dans le même temps, soient engagées les transformations structurelles devant conduire à un nouvel ordre.

Nous avons bien dit un nouvel ordre, et non pas le Nouvel ordre. Car il n'y a pas un nouvel ordre : il en est plusieurs possibles. Celui qui peu à peu se dessinera sera le produit de l'évolution du rapport des forces, des alliances, des stratégies. Il peut, en effet, déboucher tout aussi bien sur une adaptation du système actuel une « modernisation » du système actuel que sur sa remise en cause radicale. Rien n'est joué.

un champ de luttes

Plus qu'une sorte d'objectif extérieur préalablement défini et qu'il s'agit d'atteindre, le Nouvel ordre apparaît comme un champ de luttes. Ce n'est plus pour ou contre le NOEI qu'il faut aujourd'hui se définir ou se déterminer. Qui donc est contre ? De Giscard à Castro, en passant par Jean-Paul II, tout le monde est pour. Cette unanimité est évidemment factice. D'accord sur le mot, mais pas sur le contenu. La question qui est posée aujourd'hui porte justement sur le contenu. La réponse n'est pas toujours claire. Il n'empêche qu'il va falloir choisir son orientation... et son camp.

« *Changer les structures du pouvoir e de la décision.* » Mettre en questio*n « les mécanismes qui font que les riches deviennent plus riches aux dépens de pauvres qui deviennent plus pauvres »* (8). Deux clefs utiles pour choisir la bonne voie. A condition, bien sûr, de prendre au sérieux ce qui est dit e d'aller jusqu'au bout des conséquences..

---

(4) « *On ne finit pas d'apprendre* », pa W. Botkin (*Américain*), M. Elmardjna (*Ma rocain*) et M. Malitla (*Roumain*). Pergamo *Press France.*

(5) *Mahdi Elmandjira :* « *La culture, levie du développement* », « *Le Monde Diman che* », *19 octobre 1980.*

(6) *Vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique réunis à Bandoeng (Indonésie), en 1955 font entrer le Tiers monde sur la scène in ternationale.*

(7) *Le « programme de survie » s'articu en quatre domaines « étroitement interd pendants » : augmentation de l'aide au pr fit des plus pauvres ; une stratégie mo diale de l'énergie ; sécurité alimentaire une amorce d'une réforme du système éc nomique international.*
Ces luttes se livrent également à l'intérie des différentes sociétés nationales. Si l' ne traite pas ici de cet aspect essentiel c combat pour le NOEI, on ne l'oublie pas Sans mobilisation des énergies créatrices d peuples, il n'y aura aucun changement.

(8) *Simple rappel : les auteurs de c phrases éminemment subversives, car ell conduisent à une contestation fondamenta de l'ordre établi - celui qu'il faut changer sont respectivement Paul VI (message à CNUCED III, Santiago, 1977) et Jea Paul II (discours de Puebla).*

Le présent dossier est tiré de la Revue "FAIM ET DEVELOPPEMENT" - février 1981, de Philippe FARINE

NOTRE PRÉSIDENT, FRANÇOIS CORDONIER, VIENT D'ÊTRE ÉLU DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL VALAISAN.

NOUS LE FÉLICITONS CHALEUREUSEMENT !

****

naissances

* *Samuel* - *le 22 janvier 1981, au foyer de Claude et André PINEAU-BONHOMME, Mission de SIR, B.P. 10, MOKOLO / NORD-CAMEROUN, où ils sont affectés.*

* *Benoît* - *le 7 mars 1981, au foyer de Cécile et Alain TOLLU-BONNARD, FONTAIN, 25660 SAONE / FRANCE*

****

mariage

- En janvier 1981, Monique GENECAND, a pris le nom de Madame KWAKMAN-GENECAND.
  Son adresse : 39, Mont-D'Or - 1007 LAUSANNE



Photo de Marc BONVIN, Nord-Cameroun, ethnie des "Kapsiki".

Départ...

- *Gertrud et Kurt TSCHIRREN, avec leurs trois enfants : Martin, Stefan et Ursina, sont partis le 4 avril de Kloten pour la Côte d'Ivoire.*
  Kurt travaillera comme administrateur à l'hôpital de Dabou. Gertrud participera à l'animation d'un jardin d'enfants ouvert pour les enfants du personnel de l'hôpital. Ils seront au service de l'Eglise protestante méthodiste en Côte d'Ivoire

****

Session de formation :

Pendant 3 semaines, du 9 au 27 mars 1981, dix participants se sont retrouvés. Ils ont façonné ensemble un programme abordant les motivations personnelles, favorisant une meilleure connaissance de soi-même, des autres et de l'environnement.

Des questions et des recherches abordant l'économie, le développement, les obstacles à un développement, la différence des cultures:africaine, suisse, française - la présence de l'Eglise, la loi ou la distance prise à son égard - une ouverture sur l'Amérique latine - notre "bonne volonté"... etc.

Deux Camérounais : Laurent ZANG et Marcel NK'OO - Marianne MATTHEY STAELI, économiste - Hubert Van BECK, du COE - Edmond RACLOZ, agronome itinérant DM - Chica BAVAUD, permanente FSF et Théo BUSS, d'I3M, nous ont aidé dans nos démarches.

Une nouvelle session est prévue pour la seconde quinzaine d'août, ouverte plus spécialement à des gens qui sont de retour en Suisse , qui sont en Suisse, y restent et désirent avoir un temps de réflexion en vue d'une action.

Renseignements : GVOM - Le Coin 43 - 2314 LA SAGNE

****

ETRE CHRETIEN ... QU'EST-CE QUE CELA REPRESENTE POUR MOI ?

Compréhension de notre propre foi ...

Aller à la découverte de notre foi en repérant nos zones de doutes et nos zones de certitudes.

Trouver ensemble les moyens de l'exprimer et d'en découvrir lés conséquence.

DÉMARCHE SUR 2 WEEK-ENDS : 9 - 10 MAI
23 - 24 MAI 1981

OUVERT À TOUS SANS LIMITES

LIEU : LONGIROD (JURA VAUDOIS - PRIX : FR. 30.-- PAR WEEK-END

NOMBRE : 15 PARTICIPANTS

ANIMATION : ARTHUR SAUTER - THÉOLOGIEN ET GILBERT ZBÄREN
GILBERT ZBÄREN - ANIMATEUR

ATELIER-GARDERIE D'ENFANTS PRÉVU

INSCRIPTIONS : GVOM - P.A. GILBERT ZBÄREN - RTE LAUSANNE 10
1033 CHESEAUX (DÈS QUE POSSIBLE)

POSTE A REPOURVOIR :

CASABLANCA (HÔPITAL D'AIN CHOK)

URGENT : COORDINATION / PROJET D'ENSEIGNEMENT :

* 1 COUPLE D'ASSISTANTS-SOCIAUX, OU D'EDUCATEURS OU D'INSTITUTEURS
* 1 MECANICIEN-SERRURIER POUR LA FORMATION PROFES.
* 1 MENUISIER POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT DES CANDIDATURES : FIN AVRIL 1981

NOTRE PROCHAINE RENCONTRE DE PRINTEMPS AURA LIEU LES 25 ET 26 AVRIL A NEUCHATEL

Elle sera divisée en 2 parties dont le thème central sera la Défense Populaire Non-Violente.

SAMEDI 25 AVRIL : SALLE PAROISSIALE DE LA MALADIERE (RUE MALADIÈRE 57)

20.15 H. : LA LUTTE DES PAYSANS DU LARZAC À L'ÉCRAN, AVEC LE FILM "CINÉ-LARZAC"

21.00 H. : MUSIQUE ET CHANSONS AVEC 2 ARTISTES DE CHEZ NOUS ET LEURS MUSICIENS:
RAYMOND PORCHET - PIERRE-ALAIN VALLON

ENTRÉE : FR. 10.--

DIMANCHE 26 AVRIL : MAISON PAROISSIALE DU FAUBOURG DE L'HOPITAL 24

10.00 - 11.30 H. DEUX EXPOSÉS CARREFOURS :

LUTTES SYNDICALES : Des Chicanos aux USA (César Chavez) et celle, plus récente, des travailleurs polonais

MOUVEMENTS DE JEUNES EN SUISSE : Analyse des manifestations de Zurich et Lausanne au niveau de la violence et non-violence

11.30 - 12.00 H. TEMPS LIBRE - 12.00 - 13.30 H. REPAS DE MIDI PRIS SUR PLACE

13.30 - 15.00 H. DEUX EXPOSÉS CARREFOURS :

LA LUTTE ANTINUCLEAIRE : Exemple type d'une lutte revendicatrice sectorielle prise en charge par la population (Malville - Plogoff).

LE TRANSARMEMENT : ou stratégie de transition d'une ère du surarmement à celle de la défense populaire non-violente.

15.00 - 16.00 H. PLÉNUM - ÉVALUATION

R E N C O N T R E   A N N U E L L E

(avec une petite partie administrative)

LES 16 ET 17 MAI 1981, A LA ROUVRAIE/NE - Dans une perspective de rencontre, de partage

Trois temps forts à MISSION ET ROMANDIE 81



Photo CEPA J.L.RAY

FSF - GVOM groupe Vaud a préparé très activement la rencontre. Par exemple, Odile Langer, GVOM, était présentatrice avec Louis Allaz, FSF, (absent sur la photo). Bernard Debély, responsable missionnaire de la paroisse St-André à Lausanne, était l'un des membres de la commission d'accueil.

Les 300 participants à la première session interconfessionnelle de "MISSION ET ROMANDIE", les 14 et 15 mars, à Pully, ont vécu intensément :

- LA JOIE de se trouver ensemble et l'intérêt de participer aux carrefours de discussions ;

- LE PRIVILEGE de rencontrer Mgr Anselme SANON, évêque de Bobo-Dioulasso, qui, par sa simplicité et la profondeur de sa foi, a démontré la qualité des responsables des Eglises d'outre-mer.

- L'ENVOI par un évêque noir de ses frères blancs, protestants et catholiques réunis, en mission dans leur propre pays comme ailleurs.

Dans de tels moments est visible l'universalité de l'Eglise par-delà les frontières raciales, nationales et confessionnelles.

LE CHRETIEN MISSIONNAIRE

1. Accepte l'autre dans sa souffrance, le respecte, l'écoute, le porte dans sa prière.
2. Est mis en route par le Christ et pour le Christ; il est instrument dans les mains de Dieu.
3. Ose aller à contre-courant et recherche dans la lutte quotidienne, une autre vie, un autre homme.
4. N'est pas seul.
5. Romt les chaînes.
6. Annonce une bonne nouvelle: la libération.
7. Est ouvert à tout ce qui est humain.

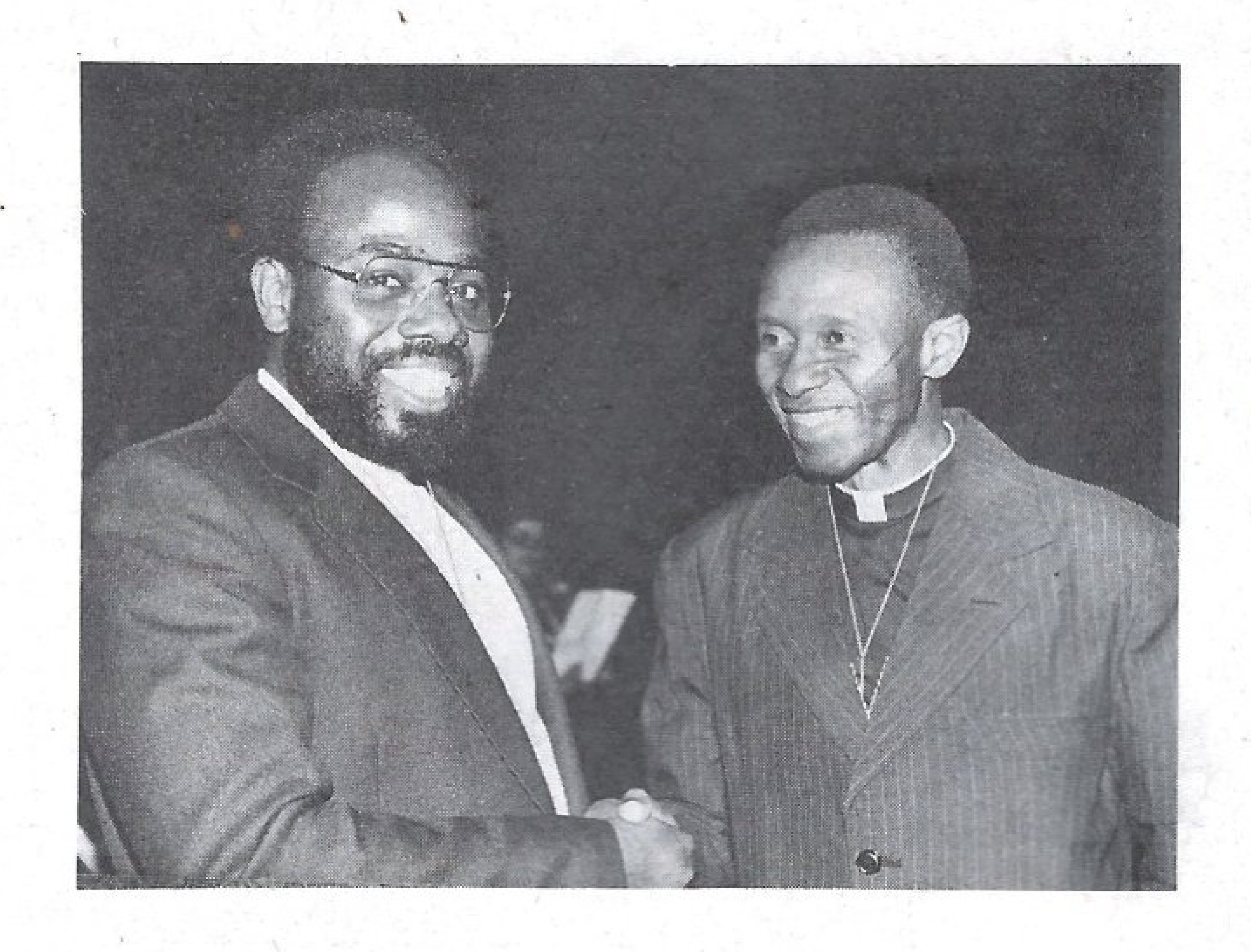


Photo CEPA J.L.RAY

Mgr Anselme Sanon (à droite sur la photo) à retrouvé à Pully, un compatriote de Haute-Volta, le pasteur Jean Zida, l'un des animateurs de carrefours.

Lettres d'outre-mer...



Rita HISSEL, infirmière Belge, partie avec FSF, connaît bien le Cameroun. Après avoir travaillé 5 ans à Tonga, elle se trouve depuis septembre 1979 en pleine forêt équatorienne, à Salapoumbé, auprès des communautés pygmées. Sa lettre, qui nous rappelle des rêves de notre enfance à travers nos livres d'aventures... a aussi un certain regard de confiance et de joie qui nous enchante nous aussi !

Tout grand merci aux uns et aux autres pour vos nouvelles et réactions à mes lettres. Cela m'encourage à poursuivre... Je viens de passer une semaine en forêt, c'est une expérience unique, rude et merveilleuse à la fois... Comme j'aimerais vous communiquer tout ce que j'ai reçu ! Je me rends compte aussi, après 17 mois, que je connais bien peu ce peuple et que j'ai envie de le rencontrer davantage.
Nous sommes partis à la pêche en forêt, en cette saison sèche, du côté d'une rivière affluente à la Boumba. Nous étions : 6 femmes, 1 homme et 3 enfants, dont l'un de 3 ans. Nous avions tous une hotte au dos pour transporter quelque nourriture et le strict minimum. Mbano avait son arbalette et ses flèches... il a d'ailleurs tué deux chimpanzés à l'aide de son aîné et de son chien. Nous avons marché 2 jours en forêt, dormi en route dans un "campement" = quelques huttes en feuilles et planches ; puis nous sommes arrivés à la rivière, basse en cette fin de saison sèche. C'est pour cela que les Bakas partent en groupes en ce moment.

Nous avons commencé par faire notre "nid" en feuilles et branchages, de forme arrondie, un côté ouvert : cela suffit pour nous abriter, tous ensemble, quelques nuits. Faire la "case", est le travail des femmes : cela prend quelques heures. Pendant ce temps, Mbano a allumé un feu (on commence toujours par cela) qui va nous réchauffer et nous éclairer tout le temps que nous resterons. Puis, il a préparé deux étagères avec du bois et des bambous qui serviront à mettre sécher le poisson. Ces deux étagères sont placées à l'entrée de notre nid. La forêt est humide et fraîche la nuit : il faut un feu dedans pour nous réchauffer. Et un feu en-dessous de chaque étagère brûlera pour fumer le poisson plus tard. Notre "lit" sera vite fait : notre natte sur des feuilles sur le sol. Pendant la construction de notre "mongulu", Mbano est aussi parti à la chasse avec Wébo. Les enfants ont trouvé des champignons, des chenilles et des iguanes sauvages : la forêt est généreuse parfois ! J'ai aimé la forêt pour sa beauté, pour son clair-obscur, à cause de la lumière du soleil qui persiste à filtrer à travers les arbres, les fleurs, les multiples lianes, la végétation exubérante. La nuit, les cris et chuchotements de la forêt, inconnus du jour, sont impressionnants.
Le travail de la pêche est dur : on patauge dans l'eau, la vase, les branchages, les hautes herbes toute la journée. Rita et moi avons fait ce qu'on a pu, pauvres de nous, avec nos pieds qui n'en sont pas et nos dos qui ne sont guère rôdés à ce genre de travail ! On a commencé par faire un grand barrage = barrage-mère, avec des troncs d'arbres coupés à la machette, des branches et de la boue. Puis on remonte le cours de l'eau en sens inverse, on refait un second petit barrage, on vide le lit de la rivière de son eau par-dessus bord du petit barrage avec des grandes et larges feuilles ; puis on ramasse, à la main, les crevettes et autres petits poissons. On refait ensuite un nouveau barrage et on recommence le même processus jusqu'à épuisement des "pêcheuses"; car la pêche est le travail des femmes. Tout cela se fait avec beaucoup de joie.
Inutile de dire que nous avons mangé beaucoup de poissons frais, emballés dans une feuille verte, rôtis à la braise. Avec la "banane" pilée, ou le joufou de manioc... quel délice !
Mais ce que j'ai surtout apprécié, c'est que, pour une fois, les rôles étaient ren-

versés : nous étions toutes deux entièrement "dépendantes" des Bakas, de leur connaissance de la forêt, de leur intention, de leur savoir-faire, de leur délicate attention pour que nous ne trébuchions pas sans cesse ou ne mettions pas les pieds dans un nid de fourmis, etc... Car ils voient, sentent et perçoivent tout dans leur forêt.
J'ai surtout aimé le partage de ce peuple de la forêt : du peu de ce qu'ils ont, ils nous ont toujours donné le meilleur, cela m'a fortement interpelée et remise personnellement en question : nous, ici, nous comptons tellement ce que nous donnons. Cela me donne, en tous cas, l'envie de donner le meilleur de moi-même. Je crois aussi que je vais accueillir "autrement" les Bakas au dispensaire; et quand je vais chez eux, c'est-à-dire au campement du village; je sais que leur vraie vie se passe ailleurs : en forêt. Et que cette vie-là leur est comptée, de plus en plus et que, peu à peu, ils seront acculés à l'abandonner souvent.
Voilà un peu ce que j'ai sur le coeur et que j'aime vous communiquer

Salapoumbé, le 9.2.1981 Rita

****

LETTRE D'HAITI

Les dernières arrestations massives qui ont eu lieu à la fin novembre en Haïti n'ont fait que polariser à nouveau l'opinion internationale sur ce pays.
En effet, depuis longtemps, on sait que ce pays situé dans la Caraïbe, et que l'on confond le plus souvent avec Tahiti, est un des pays statistiquement fiché comme le plus pauvre d'Amérique Latine.
A la fin du mois de novembre, toutes les personnes "pensantes" du pays, les journalistes, les écrivains, les professeurs, les speakers de radio ont été arbitrairement arrêtés, certains torturés et beaucoup expulsés à New-York et au Venezuela.
La cause de ces arrestations est due en partie au durcissement du régime, à la montée de la famille Bennetten au pouvoir (nouvelle épouse du président). C'est une famille d'industriels peu scrupuleux et encore plus rapaces que la famille au pouvoir qui préférait régler ses comptes en paix !
Se sentant, d'autre part, appuyés par le nouveau cabinet Reagan, les mesures ont été fortes et on s'est retrouvé "au bon vieux temps". Ce qui est intéressant dans ce contexte, c'est que l'Eglise catholique (qui jusqu'à présent ne s'était jamais manifestée ouvertement et n'avait jamais montré d'opposition) prend du recul. A l'occasion de la fête de Noël, les évêques ont écrit un message au peuple de Dieu, exhortant celui-ci à réfléchir profondément sur la situation actuelle du pays.
Voici en quels termes le message a été adressé aux chrétiens d'Haïti :
"La joie de Noël que nous voudrions parfaite est tempérée par le sombre panorama international, fait de crises et de menaces par les circonstances douloureuses de l'actuelle conjoncture nationale.
Cette conjoncture, la génération actuelle n'en est pas la seule responsable. Elle est la résultante de tout un ensemble d'erreurs, de négligences, d'injustices, de manque de conscience civique et professionnelle et d'individualisme.
Ce cumul d'erreurs dont le peuple Haïtien tout entier subit le contre-coup se traduit dans un ensemble de défis qui heurtent la conscience de la communauté chrétienne et la fierté nationale. Relevons-en quelques-uns sur lesquels nous ne pouvons fermer les yeux :

1) L'émigration massive de nos compatriotes de la campagne inhospitalière vers la ville, du pays vers l'étranger pour échapper à une misère deshumanisante ou rechercher de meilleures conditions de vie ;

Lettres d'outre-mer...

2) L'embauchage des ouvriers agricoles Haïtiens pour la coupe de la canne à sucre qui s'opère dans l'indifférence d'un large secteur de l'opinion publique, opinion qui feint d'ignorer les conditions de vie inhumaines imposées à ces migrants : promiscuité, insalubrité, sévices, sous-alimentation, etc....

3) Le refoulement vers Haïti de milliers de compatriotes entrés illégalement ou établis depuis un certain temps en terre étrangère, avec toutes les conséquences que représente un tel retour massif de déracinés.

4) Le climat de peur et d'insécurité pour des individus et des familles, climat engendré par des menaces et des manoeuvres d'intimidation.

5) La transgression des lois, des normes légales les plus justes, qui favorisent un processus d'exploitation et d'accélération de la misère.

6) Les enfants sous-alimentés, sans instruction, les jeunes sans formation et sans perspective d'avenir, les paysans sans terre, les émigrants potentiels.

7) Les travailleurs et ouvriers, victimes du chantage des intermédiaires, malgré l'augmentation officielle du salaire minimum.

8) Le fort pourcentage d'analphabétisme qui entrave lourdement certaines initiatives prises en vue du progrès et du développement.

9) Même si cela nous choque et nous irrite, nous devons reconnaître que ces défis constituent une situation de péché qui heurte notre sensibilité de chrétien et une honte qui blesse notre conscience de citoyens si fiers de notre passé."

Voilà donc en quels termes le message de Noël des évêques s'est prononcé cette année !

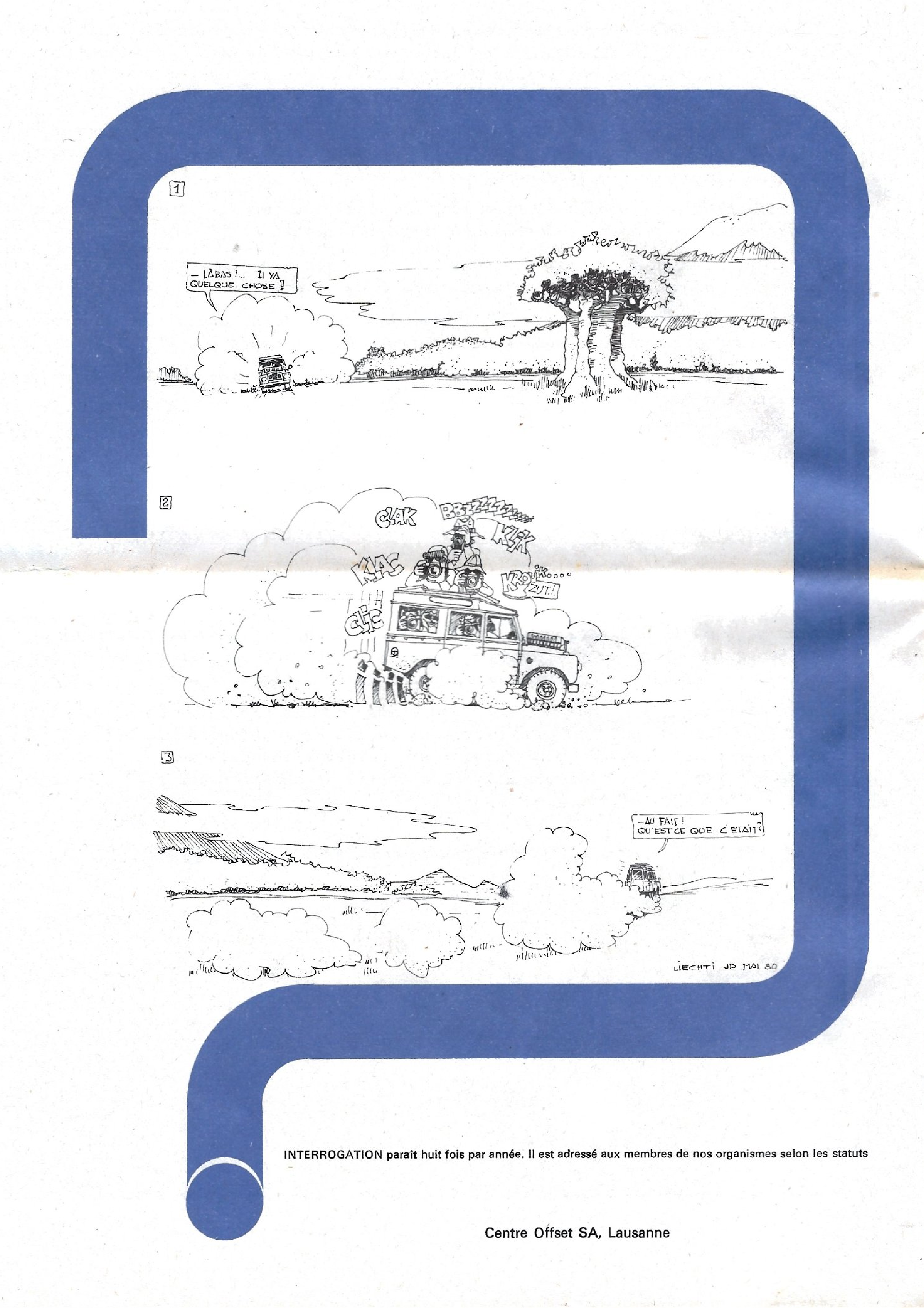
Dans un pays où il n'existe plus aucune contestation, plus aucune information, l'Eglise reste encore le seul endroit où il y a une marge de liberté et où peuvent se dire certaines déclarations. Jusqu'à quand ? C'est la question posée !

Dans un pays où il y a deux millions d'affamés, où les problèmes de survie deviennent chaque jour de plus en plus cruciaux, où l'aide internationale afflue, mais est récupérée dans les banques étrangères, où les défis deviennent de plus en plus flagrants, il est vraiment difficile d'être un chrétien actif et conscient de ses responsabilités civiques ...

Lettre sans signature



J.A. 2056 DOMBRESSON



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne